

LES DIMENSIONS SOCIALES ET CULTURELLES DE LA TRANSITION DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN EUROPE CENTRALE ET DE L'EST

Marek KWIEK

La thèse de cet article est que les facteurs essentiels qui contribuent à la nécessité de reconsidérer les institutions d'enseignement supérieur de nos jours sont en rapport avec le commencement de l'âge global. Bien que les pays de l'Europe Centrale et de l'Est ne ressentent pas encore pleinement la force des pressions subséquentes, l'enseignement supérieur de cette région sera probablement affecté très bientôt par les processus ayant rapport à la mondialisation. L'enseignement supérieur de tout le monde, y inclus celui de l'Europe Centrale et de l'Est, n'est plus le seul constituant du secteur public comme autrefois, ni dans les déclarations publiques explicites, ni dans la perception publique ou du point de vue pratique. L'enseignement supérieur est doublement affecté par les transformations locales d'après 1989 et par les transformations plus profondes et plus durables de la mondialisation. Omettre l'un des deux niveaux d'analyse, ce serait mal comprendre une décade de tentatives manquées de réformer les systèmes d'enseignement supérieur de cette partie du monde.

INTRODUCTION

Le but de cet article est d'expliquer la nécessité des discussions sérieuses et actuelles au sujet des réformes de l'enseignement supérieur dans les pays de l'Europe Centrale et de l'Est, dans le contexte plus vaste des changements sociaux, économiques et culturels au niveau global. Son hypothèse de travail est que toute réflexion au sujet des réformes dans l'enseignement supérieur en général reste incomplète, au dehors d'un contexte particulier de réforme de l'entier secteur public (dans le cadre d'une reformulation et d'une révision des principes de fonctionnement du système de l'Etat-providence). Pareillement, toute réflexion au sujet de l'institution de l'université en particulier (i.e. au sujet d'une petite partie élitiste de l'enseignement supérieur) reste incomplète si on néglige sa fonction, sa place et son rôle social, moderne et orienté vers l'État-nation, pourvus par le modèle de Humboldt dans le nouveau âge global post-national.

LES NOUVELLES FORCES CONTRE LES ANCIENNES FORCES

Pour ce qui concerne l'enseignement supérieur, on peut faire plusieurs hypothèses de travail. Tout d'abord, la transformation de l'enseignement supérieur semble inévitable dans tout le monde, dans la même mesure dans les pays riches de l'Organisation pour Coopération et Développement Économique, y inclus les pays de l'Europe Centrale et de l'Est, et dans les pays en voie de développement, les forces régissant le changement étant globales par leur nature. Ces forces sont

similaires, bien que leur influence actuelle soit différente d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre.

Les forces principales qui régissent la transformation de l'enseignement supérieur de nos jours sont des forces anciennes (la pression gouvernementale et publique pour transparence et responsabilité, concentration sur les coûts, efficacité, productivité et assurance de la qualité etc.) et des forces nouvelles (de nouveaux fournisseurs d'enseignement supérieur, progrès technologique rapide et des exigences sociales de changement pour des compétences renouvelables dans l'âge global). Les forces vieilles visent seulement le changement des politiques, alors que les forces nouvelles peuvent exiger de nouvelles manières d'envisager le savoir de la décision ainsi que la prise de décisions. Dans une conception non-américaine, les forces nouvelles de changement dans l'enseignement supérieur comprendraient aussi l'internalisation de l'enseignement et de la recherche dans l'enseignement supérieur (y compris la prédominance de l'anglais à l'époque de l'Internet et de la communication électronique) et la mondialisation vues, parmi d'autres aspects importants, comme une concentration renouvelée et critique sur les services d'assistance sociale gratuite, sur le rôle diminué de l'État nation dans les milieux globaux, économiques et culturels, et sur l'attitude corporative dans la culture/les affaires, qui envahit le monde académique de nos jours, dans un environnement global toujours plus compétitif et plus orienté vers le marché.

Cet article ne développe pas le thème des forces vieilles régissant les transformations de l'enseignement supérieur. Ces forces ont été suffisamment analysées par la recherche actuelle, d'une perspective globale ainsi que du point de vue de la région de l'Europe Centrale et de l'Est (la grande majorité des publications disponibles au sujet de la réforme de l'enseignement supérieur dans cette région concernant ces questions traditionnellement importantes). L'accent tombe ici sur ces forces-là régissant la transformation des systèmes d'enseignement supérieur qui sont complètement nouvelles et qui exigent un contexte plus large pour une analyse de recherche. Les forces de la mondialisation sont d'une importance primordiale; elles semblent toutefois sous-estimées dans la recherche et dans la politique actuelle de l'enseignement supérieur, surtout dans l'Europe continentale, y inclus l'Europe Centrale et de l'Est, par rapport à la politique et à la recherche dans les pays anglophones. Ces forces sont destinées sans doute à changer la nature de l'entreprise académique à un degré qui de nos jours semble presque unimaginable. Pour démontrer le pouvoir des forces de la mondialisation de l'enseignement supérieur qui transforment l'enseignement supérieur, il est important d'évoquer le contexte politique, économique et social des transformations, régies par la mondialisation, dans la manière de considérer l'État-nation et l'assistance sociale gratuite, comme l'auteur l'a fait ailleurs (Kwiek, 2000 et 2001).

Dans le contexte américain, l'apparition de nouvelles forces pour le changement signifie de nouveaux fournisseurs, de nouvelles technologies et une nouvelle société. Ici, l'entière substruction globalisée des transformations de l'enseignement supérieur est déjà réalisée (Newman 1999). Dans le contexte de l'Europe Centrale et de l'Est, on doit accompagner ces forces des énergies fondamentales de la mondialisation et de l'internationalisation. Dans le contexte américain, le déclin du rôle de l'État-nation dans l'économie, déterminé par les puissants joueurs transnationaux, la reconsidération des principes de fonctionnement du système de l'État-providence dans l'esprit neo-libéral, ainsi que la manière d'envisager les services publics traditionnels, toutes ces choses sont partie intégrante des transformations sociales et économiques des années '90. Mais, dans le contexte de l'Europe Centrale et de l'Est, un périmètre qui dépend dans une mesure plus grande de la scène politique et économique européenne, surtout dans le cas des pays qui sont sur le point d'être reçus dans l'Union Européenne, les questions relatives aux réformes dans l'enseignement supérieur peuvent encore paraître non pertinentes. L'idée de cet article est que ce sont les forces nouvelles qui exercent l'influence la plus forte sur l'enseignement supérieur de la Région, et pas

les forces vieilles dont la recherche et la politique de l'enseignement supérieur européen, au niveau européen ainsi qu'au niveau national, semblent plus préoccupées.

Par conséquent, en se référant à la mise en oeuvre des réformes dans l'enseignement supérieur de l'Europe Centrale et de l'Est, il ne suffit pas de citer seulement les vieilles forces qui agissent (et les changements quantitatives qui en résultent). Les nouvelles forces (et les changements qualitatives qui en résultent) sont encore plus importantes. Les vieilles forces sont le résultat de plusieurs décades de développement constant des institutions d'enseignement supérieur jusqu'au point d'un enseignement supérieur presque universalisé dans les pays riches de l'Ouest. Au contraire, les nouvelles forces découlent de nouveaux contextes politiques, économiques et sociaux (post-moderne, post-industriel, global, post-Guerre Froide, post-national etc.), en provoquant une possible révolution dans l'enseignement supérieur d'une nature et d'une grandeur sans précédent. Bien que tous les deux types de forces soient importants, les travaux scientifiques traitant de la politique de l'enseignement supérieur en Europe Centrale et de l'Est semblent sous-estimer les nouvelles forces. Pourtant, l'auteur est complètement d'accord avec Sheila Slaughter et Larry L. Leslie, les auteurs de l'ouvrage **Academic Capitalism: Politics, Policies, and the Entrepreneurial University** (1997, p. 1), qui affirment que " les changements qui ont lieu actuellement sont aussi importants que les changements qui sont survenus pendant le dernier quart du neuvième siècle en ce qui concerne le travail académique... La mondialisation de l'économie politique à la fin du vingtième siècle abolit les modèles de travail professionnel universitaire développés pendant les dernières cent années" et concluent que "l'enseignement supérieur comme institution et les cadres universitaires comme main d'oeuvre subissent un changement sans précédent dans ce siècle". Ce qui caractérise la recherche dans l'enseignement supérieur, c'est certainement une nouvelle qualité, à laquelle s'ajoute toutefois une nouvelle quantité.

En général, une révolution dans la manière d'envisager l'enseignement supérieur est sur le point de se produire. On exige à l'enseignement supérieur de s'adapter aux nouveaux besoins de la société, de réagir plus vite aux changements du monde, d'être plus orienté vers le marché, vers la performance et vers l'étudiant, d'être plus efficace, d'être responsable vis-à-vis de ses dépositaires, et d'entrer en compétition avec d'autres fournisseurs. Les institutions traditionnelles d'enseignement supérieur de tout le monde semblent provoquées et assaillies par les nouvelles institutions d'enseignement et de recherche, qui prétendent faire la même chose meilleur et plus économiquement, sans avoir recours à l'argent public.

Parmi les nouveaux fournisseurs qui répondent à une demande énorme de la société pour de nouvelles compétences, délivrées commodément, figurent les firmes d'enseignement à profit, des filiales à profit, des universités traditionnelles non-profit, des institutions virtuelles, des institutions franchisées, des institutions corporatives etc. (et leur usage extensif de nouvelles technologies). La structure fondamentale traditionnelle de l'enseignement supérieur semble incapable de faire face au développement et aux exigences en ce qui concerne la main d'oeuvre de l'Ouest et surtout des États Unis. Sur le plan local, dans les pays de l'Europe Centrale et de l'Est, les milieux académiques ne sont pas du tout préparés pour répondre à ces provocations globales, puisqu'ils sont conduits plutôt par le client que par l'institution ou par le gouvernement, et la région est encore loin de l'esprit américain qui accorde une grande importance aux services publics. Mais le modèle américain de l'État est obligé de devenir de plus en plus attractif, à cause de son pouvoir et de son encouragement par les institutions américaines et, surtout, par celles transnationales.

LE CONTEXTE GLOBAL

Une autre hypothèse de travail de cet article est que la politique publique concernant l'enseignement supérieur de l'Europe Centrale et de l'Est doit prêter une attention spéciale au contexte global des transformations qui actuellement ont lieu dans tout le monde. Mais, il ne suffit pas, sans doute, de comprendre la nécessité de réformer les institutions. Il s'agit de saisir la raison pour laquelle on doit modifier ces institutions et de comprendre quel sera le rôle de l'État et des services publics qu'il fournit, y inclus l'enseignement supérieur. Le message de cet article pourrait être aussi l'impossibilité de comprendre les transformations actuelles de l'enseignement supérieur sans comprendre les transformations simultanées du monde social, y inclus les transformations de l'État et de la citoyenneté dans l'âge de la mondialisation. Étant donné que l'une des particularités les plus frappantes du nouveau monde est sa nature de plus en plus globale, ni les personnes qui réalisent la politique de l'enseignement supérieur et ni les savants qui s'expriment à propos de cette politique ne peuvent ignorer les conséquences multiples, d'ordre social, économique, politique et culturel, de la mondialisation.

Par conséquent, lorsqu'on étudie les changements sociaux, politiques et économiques du contexte où fonctionne l'enseignement supérieur de l'Europe Centrale et de l'Est, on doit prendre en considération deux perspectives: la perspective locale (après 1989) et la perspective globale. La question devient de plus en plus importante, d'une part parce qu'après une décade de nombreuses tentatives de réforme, le système est sur le point de s'écrouler dans plusieurs pays de la région, et d'autre part parce qu'il y a une pression politique, économique et sociale, de plus en plus forte, pour reconsidérer globalement les bases mêmes de l'enseignement supérieur dans la société contemporaine. Le résultat final des tensions actuelles sera inévitablement le changement de la législation concernant le fonctionnement de l'enseignement supérieur, ainsi que la mise en oeuvre des nouvelles politiques d'enseignement supérieur. Le résultat de ces transformations sera probablement assez sévère, si on prend en considération le rôle que l'enseignement supérieur joue actuellement dans les pays en transition et le rôle que la connaissance jouera probablement dans les futures "sociétés fondées sur la connaissance". Il est important d'osciller entre les deux contextes.

Les analystes de politique publique recommandent la privatisation de l'enseignement supérieur public de l'Europe Centrale et de l'Est, après l'introduction d'une nouvelle législation concernant l'enseignement supérieur. On comprend par la privatisation un processus graduel par lequel l'enseignement supérieur abandonnerait le secteur public avec des services intégralement soutenus par l'État, et se dirigerait vers un enseignement supérieur plus capable de se soutenir par lui-même. Pourtant, le degré de privatisation peut différer. Les autres options – une augmentation considérable des dépenses pour l'enseignement supérieur, une réduction de la recherche pour pouvoir maintenir des niveaux supérieurs pour l'enseignement, l'implication de l'industrie et de l'armée dans le financement de l'enseignement supérieur, ou seulement le maintien du niveau actuel de financement d'État pour l'enseignement supérieur et, en même temps, l'évitement du collapsus du système – toutes ces choses semblent plus ou moins irréalisables. Comme l'affirmait en traits généraux le sociologue britannique John Urry (1998: 6), il y a deux implications de la globalisation pour les institutions d'enseignement supérieur: "leurs tentatives de défendre leur position d'institutions en propriété et avec financement publiques resteront, en grande partie, sans résultat et on peut s'attendre à une privatisation ultérieure inégale" et "une réglementation plus stricte de l'enseignement supérieur, quelque peu comparable à celle de plusieurs autres industries et occupations." Dans le nouveau milieu social et politique introduit par les théories et les pratiques de la mondialisation, ce ne sont pas seulement la Banque Mondiale, l'Organisation pour Coopération et Développement Économique (OCDE) et le Fond Monétaire International (FMI), parmi les organisations transnationales (voir OCDE 1987, 1989, 1990, 1998; la Banque Mondiale 1994, 1997), qui sont intéressés à stimuler les nouveaux modèles d'enseignement supérieur à une échelle globale. Très récemment, l'Organisation du Commerce Mondial (OCM) s'est préoccupée

elle-même de l'import et l'export sans restriction de l'enseignement supérieur, dans le cadre d'un ensemble de règles complexes dérivant des protocoles de l'OCM. À long terme, cette question est vitale pour les pays pauvres et en voie de développement, y inclus ceux de l'Europe Centrale et de l'Est. Comme le remarque Philip G. Altbach dans son article récent de la publication **International Higher Education** (printemps, 2001:3):

avec cette commercialisation, de plus en plus accentuée, de l'enseignement supérieur, les valeurs de la place du marché pénètrent dans le milieu universitaires. L'un des facteurs principaux réside dans le fait que la société a changé d'attitude en ce qui concerne l'enseignement supérieur, qu'on regarde maintenant comme "un bien privé" dont bénéficient ceux qui étudient ou qui font des recherches. Du ce point de vue, il semble justifié que les usagers paient pour ce service comme ils payeraient pour tout autre service. Le service d'offrir de la connaissance devient ainsi seulement une autre transaction commerciale. Le fournisseur principal de fonds publics, l'État, perd de plus en plus sa disponibilité et sa capacité d'offrir les ressources nécessaires pour le développement du secteur de l'enseignement supérieur. On attend que les universités et les autres institutions d'enseignement secondaire supérieur puissent générer plus de leur financement. Elles ont dû agir plus comme des institutions de commerce et moins comme des institutions d'enseignement.

La conclusion de l'attitude que résume Altbach, nettement favorisée par les organisations transnationales, est la suivante: "dans ce contexte, la suite logique en est la privatisation des universités publiques, la vente des produits de connaissance, l'association avec des corporations, ainsi que l'augmentation des taxes d'étude."

Les facteurs essentiels qui contribuent à la nécessité de reconsidérer les institutions d'enseignement supérieur de nos jours sont en rapport avec le commencement de l'âge global et avec les pressions de la mondialisation. Bien que les pays de l'Europe Centrale et de l'Est ne ressentent pas encore ces pressions dans l'enseignement supérieur, il est probable qu'ils seront bientôt affectés par les processus de la mondialisation. L'enseignement supérieur de l'Europe Centrale et de l'Est est doublement affecté: par les transformations locales d'après 1989 et par les transformations plus profondes et plus durables de la mondialisation. Omettre l'un des deux niveaux d'analyse, ce serait mal comprendre une décade de tentatives manquées ("dix années perdues", comme l'exprime Tomusk (2000, p. 278) explicitement) de réformer les systèmes d'enseignement supérieur de cette partie du monde. Dans une décade, on attend de plus en plus que l'enseignement supérieur public soit concentré plutôt sur l'enseignement que sur la recherche, sur les besoins des étudiants plutôt que sur ceux des académiciens. L'accent ne tombera plus sur la question "qu'est-ce que demande l'enseignement supérieur à la société", mais au contraire, sur la question "qu'est-ce que demande la société à l'enseignement supérieur" (Newman, 1999). Ce changement de vision met l'enseignement supérieur dans une nouvelle position vis-à-vis de la société". Dans dix années, les pays Baltiques et ceux de l'Europe Centrale feront très probablement partie de l'Union Européenne; probablement, ce sera aussi le cas de quelques pays de l'Europe De l'Est ou du Sud-Est. L'implication pour ces États sera une orientation plus accentuée vers le marché (Tomusk, 1998) et la réalisation complète des processus de la mondialisation, qui semblent encore non pertinents. L'hypothèse fondamentale concernant la mondialisation et le monde globalisé consiste dans la primauté de l'économie sur la politique et la culture, ainsi que la primauté du secteur privé sur le secteur public; par conséquent, on attend pour les pays de l'Europe Centrale et de l'Est une diminution dramatique du secteur public et des domaines où l'État fournit des services publics.

La mondialisation constitue la réalité politique et économique à laquelle les pays de la Région devront faire face. Elle ne s'en ira pas, mais elle viendra dans la Région et restera, comme le remarque à juste titre Jan Sadlak (1998, p. 106), (sans faire pourtant mention de l'Europe Centrale):

"Il est essentiel d'admettre sincèrement que la mondialisation est devenue un trait permanent de notre espace social, économique et culturel, pour profiter de ce qu'elle peut offrir, ainsi que pour éviter les dangers qu'elle peut impliquer". Par conséquent, en Europe Centrale et de l'Est, les finances publiques, y inclus le maintien des services publics, feront le sujet d'une analyse de plus en plus rigoureuse, par suite des pressions de la mondialisation (tout d'abord, du point de vue économique) et de la réforme du système de l'État providence de tout le monde, avec des conséquences importantes pour le secteur public. (Si étrange qu'il puisse paraître aujourd'hui, certains analystes contemporains de politique publique comparent la réforme de l'enseignement supérieur public à la réforme du secteur énergétique, des télécommunications et du système de services médicaux. Il est probable que dans dix années, cette manière d'envisager les choses, impliquant des analogies avec d'autres secteurs "dérégularisés", sera généralement acceptée dans la Région). On s'attend à ce que l'idée de l'unicité de l'enseignement supérieur en général, et de l'université en particulier, soit finalement rejetée, en concluant ainsi un chapitre ouvert il y a deux cents années, en Allemagne, avec l'université moderne inventée par Kant, Humboldt, Schleiermacher et autres.

Par conséquent, la ré-invention de l'enseignement supérieur dans la Région devrait être accompagnée par des conceptualisations aussi bien que par des activités de l'académie même. Autrement, les changements inévitables et nécessaires seront très probablement imposés de l'extérieur. Cette éventualité exige un jugement critique. Le monde change radicalement et il n'y a pas d'indices que les institutions d'enseignement supérieur pourront en éviter les conséquences. Il est très probable qu'elles devront aussi changer radicalement. Le monde universitaire doit penser à son avenir, en mettant en valeur ses ressources humaines. Actuellement, en Europe Centrale et de l'Est, les projets de lois et les discussions sur les réformes sont en grande partie négligés par la communauté académique. L'acceptation d'une nouvelle législation qui régleme l'enseignement supérieur, plutôt que la correction des lois vieilles concernant l'enseignement supérieur, est d'une importance vitale pour faire les transformations nécessaires. Il serait utile pour la communauté académique de l'Europe Centrale et de l'Est d'avoir une perspective comparative des trois contextes (législatif, économique et culturel) où elle fonctionnait, où elle fonctionne actuellement et où elle fonctionnera à l'avenir: la première période est constituée des années 1980 (la période communiste), la deuxième période est constituée des années 1990 (la période de transition), et la troisième période commence par l'ouverture du nouveau siècle où les changements sont inévitables. Bien qu'il soit nécessaire de se rendre compte que "les choses ne seront jamais les mêmes", il est nécessaire aussi d'essayer d'envisager comment elles pourraient être en réalité.

La reconsidération des conséquences sociales, politiques et culturelles de la mondialisation constitue aujourd'hui une tâche cruciale pour les sciences sociales. Le déclin de l'État nation, vu comme un transfert de pouvoir aux nouveaux joueurs politiques et économiques transnationaux, est en rapport direct avec les processus violents de la mondialisation qui, conséquemment, conduiront à la redéfinition des notions fondamentales telles que la démocratie, la citoyenneté, la liberté et la politique (Friedman, 1999). La mondialisation pourrait conduire aussi à la redéfinition du rôle de l'université. Dans la situation produite par l'apparition du marché global, de l'économie globale et par le retrait de l'État, nommé aussi la décomposition du système de l'État providence, il est nécessaire de délibérer sur les nouvelles relations établies entre l'État et l'université dans l'âge de la mondialisation (Strange, 1996; la Banque Mondiale, 1997). Pour le moment, un analyste de politique publique pourrait tirer la conclusion suivante donnée à titre de suggestion: ne regardons pas les problèmes de l'enseignement supérieur séparément de ce qui se passe actuellement dans le secteur public et dans l'institution de l'État. Ces changements influencent et influenceront la manière d'envisager l'enseignement supérieur. Il est inutile de continuer à parler des droits que l'université a gagnés dans la modernité (i.e. des droits gagnés dans le temps des États nationaux par

le modèle d'Université promu par Humboldt), puisque la modernité pourrait être dépassée du point de vue philosophique. Il est possible que les États redéfinis aient des obligations et des pouvoirs quelque peu différents, et il n'est pas certain que les systèmes nationaux d'enseignement supérieur public, soutenus par l'État, ainsi que les universités, fassent partie de leurs obligations et responsabilités fondamentales. L'institution de l'État de tout le monde cherche maintenant sa propre place dans un nouveau ordre global et, dans ce contexte, les problèmes de l'enseignement supérieur semblent être d'une importance secondaire. Il est important de comprendre cette réalité et d'utiliser la pensée critique inhérente au monde académique pour faire un nouveau essai d'envisager l'enseignement supérieur dans un nouveau milieu social.

LA RÉFORMULATION DU RÔLE ÉDUCATIF DU SYSTÈME DE L'ÉTAT-PROVIDENCE

Qu'est-ce qui influence l'enseignement supérieur aujourd'hui? Ainsi qu'il est dit plus haut, les principaux facteurs globaux qui contribuent à la transformation de l'enseignement supérieur pourraient être désignés par le terme de "mondialisation". On peut séparer ces facteurs en trois catégories distinctes: premièrement, le collapsus du rôle crucial de l'État nation, avec sa manière d'envisager l'enseignement supérieur comme un trésor national qui contribue à la conscience nationale, dans le développement social et économique actuel; deuxièmement, la reformulation des fonctions du système de l'État providence, y inclus un nouveau champ d'action pour les activités du secteur public qui seront financées par l'État; et troisièmement, l'invasion de la rationalité économique/de la culture corporative dans l'entier secteur public, dans tout le monde. On ne doit plus considérer l'enseignement supérieur comme un secteur public singulier; les problèmes de la réforme de l'enseignement supérieur de l'Europe Centrale et de l'Est ne sont pas singuliers non plus. Ce sont des problèmes globaux pour lesquels des solutions globales doivent venir des organisations globales comme la Banque Mondiale, le FMI, l'OCDE, aussi bien que, très récemment, l'Organisation Mondiale du Commerce, qui sont de plus en plus intéressées à l'enseignement supérieur. De plus, il y a aussi d'autres facteurs qui déterminent une nouvelle situation de l'enseignement supérieur, y inclus: les nouvelles technologies, de nouvelles catégories d'étudiants (des âges de plus en plus diversifiés; des étudiants qui reviennent aux cours ou qui ont des emplois, des étudiants impliqués dans l'enseignement permanent), de nouveaux fournisseurs d'enseignement supérieur: des universités corporatives, à but lucratif, des universités virtuelles, des fournisseurs mixtes (traditionnels/virtuels), de nouvelles attentes de plus en plus globales des étudiants, des phénomènes et des milieux sociaux de plus en plus compétitifs, orientés vers le marché et avides de succès. (Le Projet de l'avenir, 2000).

Vis-à-vis de l'idée que l'enseignement supérieur ne constitue plus une partie singulière du secteur public en Europe Centrale et de l'Est, on devra se demander qui sont les concurrents des institutions d'enseignement supérieur public. Ils sont de deux types: premièrement, ce sont les nouveaux venus dans le domaine de l'enseignement supérieur, et deuxièmement, ce sont d'autres institutions publiques et services publics fournis aujourd'hui par l'État.

D'autres fournisseurs de services d'enseignement sont, par exemple, les institutions nationales privées, les institutions étrangères privées, des centres corporatifs de certification nationaux et étrangers, des fournisseurs d'enseignement virtuel nationaux et étrangers, et des fournisseurs mixtes d'enseignement. Il est très probable que, dans un milieu social de plus en plus orienté vers le marché, les étudiants (et leurs familles) seront aussi de plus en plus orientés vers le marché. Ce fait est confirmé par des recherches sociologiques. Les institutions non réformées ne seront pas

capables de faire face à la pression et elles seront obligées à s'adapter à la rationalité économique, ou elles perdront leurs étudiants en faveur d'autres fournisseurs orientés vers le marché.

Le deuxième groupe de concurrents est constitué d'autres institutions publiques et services publics tels que l'enseignement primaire et secondaire, les systèmes de pension et les organisations qui soignent les vieillards, les services fondamentaux de santé, les assurances sociales, les institutions de droit et d'ordre, les prisons, l'administration publique etc. (Hovey, 1999). La compétition avec d'autres secteurs de la sphère publique est un jeu inutile. Même si certains secteurs gagnent, il y en a d'autres qui perdent. En même temps, si on prend en considération la tendance des pays de l'OCDE, la somme totale d'argent reçue en taxes sera plutôt diminuée que augmentée (Beck, 2000).

L'ANALYSE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PUBLIC

Une autre thèse de cet article est que les institutions d'enseignement supérieur public de l'Europe Centrale et de l'Est feront de plus en plus l'objet de l'analyse publique. Les raisons en sont diverses. En voilà les plus importantes. Premièrement, il y a la perception publique, largement répandue, que la communauté académique est encore indifférente à la critique publique, qu'elle est élitiste, non réformatrice, non transparente et sans responsabilité envers la société; le résultat en est un soutien public de plus en plus réduit, accompagné d'une diminution de la confiance publique dans les institutions d'enseignement supérieur en général. Deuxièmement, le financement public de l'enseignement supérieur est généralement de plus en plus inconsistante. Il y a d'autres besoins pressants qui, pendant cette période de transformations sociales, nécessitent des financements importants, surtout en Europe Centrale et de l'Est.

Pour donner un exemple polonais, pendant la période 1999-2001, La Pologne introduisait et déroulait quatre réformes majeures. Il s'agit du système de services médicaux, l'administration et la division administrative du pays, la sécurité sociale et l'enseignement primaire (Kwiek et Finikov, 2001).

En même temps, il n'y a pas de modèle préétabli pour les services financés de l'argent public. Ni les modèles de l'Europe Occidentale, ni les modèles utilisés antérieurement dans l'économie planifiée, ni les modèles transnationaux, conçus en manière neo-libérale, ne sont complètement acceptés. Le public est le témoin d'un échec général en ce qui concerne l'assistance accordée aux jeunes pour s'adapter au monde où ils vivent. C'est de la connaissance académique dans une forme filtrée, plutôt que des compétences et des connaissances concernant le monde réel, qu'on offre aujourd'hui aux étudiants dans les systèmes d'enseignement supérieur. La thèse que l'enseignement supérieur public fait l'objet d'une analyse sévère est soutenue aussi par le fait que toutes les institutions (publiques ou privées), y inclus les agences gouvernementales, le monde corporatif, les institutions de la société civile et les institutions essentielles du secteur public, sont obligées de changer. Dans les grandes lignes, tout ce changement est un reflet de la fin du monde stable gouverné par des traditions modernes. Dans ce contexte, malgré leur prestige hérité, il est peu probable que l'enseignement supérieur, en général, et l'institution de l'université, en particulier, puissent résister au changement (Scott, 1999).

L'analyse publique, de plus en plus sévère, est aussi la conséquence finale de la mission d'instruction de l'enseignement supérieur. Le public est finalement capable de juger leurs institutions d'enseignement supérieur (la capacité de mesurer la performance des institutions

d'enseignement supérieur est devenue largement répandue, et d'autre part, les systèmes d'enseignement de l'Europe Centrale et de l'Est ont compris de plus en plus gens). On voit apparaître dans la région une nouvelle génération d'étudiants, avec une attitude nouvelle, fondamentalement orientée vers la consommation, surtout dans le secteur privé de l'enseignement supérieur, caractérisé par une conception du type "Je paye, je demande". L'enseignement supérieur, dans un système qui englobe de plus en plus gens, nécessiterait un financement énorme que, très probablement, aucun pays de la région ne serait capable d'assurer. Aujourd'hui, l'enseignement supérieur est déjà l'un des plus coûteux services publics financés par l'État (une conséquence directe du progrès de la recherche et un résultat de l'augmentation rapide du nombre d'étudiants). Enfin, il faut mentionner deux raisons différentes qui ont mené à cette situation. Globalement, c'est l'âge post-national, de plus en plus évident; l'orgueil national, qui influençait l'attitude publique envers l'enseignement supérieur, n'a plus un si grande importance. La fin de la Guerre Froide signifie aussi la fin de la course internationale dans le domaine des sciences, aussi bien que la fin de la course de conquête de l'espace, qui constituait une partie d'une confrontation plus ample dans un monde bipolaire de superpouvoirs hostiles. Il y a aussi une vigilance publique grandissante vis-à-vis de la manière de dépenser l'argent ramassé par des taxes, pour l'État en général, et pour ses services publiques spécifiques, y inclus l'enseignement supérieur public, en particulier. Cette vigilance est en même temps accompagnée d'un évitement général des taxes de la part des corporations transnationales, aussi bien que de celles locales.

Il est très probable que, bientôt, les institutions d'enseignement supérieur public de la région devront rendre compte de chaque centime dépensé, de chaque projet de recherche réalisé, de chaque cours offert, de chaque nouveau département créé et de chaque département maintenu, aussi bien que de chaque étudiant qui se prépare pour le doctorat et de chaque professeur à plein temps. Il est possible que les institutions doivent augmenter considérablement la quantité de travail pour leurs cadres universitaires, de réduire l'envergure de leurs programmes de recherche, de changer de priorités en favorisant l'activité d'enseignement, principalement les cours pour étudiants de licence. Il est probable que, à long terme, les institutions d'enseignement supérieur de l'Europe Centrale et de l'Est seront de plus en plus des institutions où on enseigne. Ces changements pourraient être accompagnés de la diminution du prestige social des institutions et de leurs facultés et de l'abaissement relative des salaires (comparativement à d'autres catégories professionnelles) et de la compréhension de la société vis-à-vis de la recherche non-appliquée. Une partie des activités de recherche pourraient être transférées dans des laboratoires corporatifs, des *think-tanks*, des universités privées riches, aussi bien que dans certaines universités d'élite soutenues par l'État.

L'ÉCHEC DES RÉFORMES DE L'ENSEIGNEMENT

Il est important de comprendre que, dans une décade de réformes, en grande partie échouées, de l'enseignement supérieur de l'Europe Centrale et de l'Est, le cadre social et économique a changé radicalement. L'État a réduit sévèrement le niveau de financement de l'enseignement supérieur public et a commencé à réformer le secteur public en général (Tomusk, 2000). En constituant une partie de l'effort de la Pologne de s'intégrer dans l'Union Européenne, on s'est attendu que l'enseignement supérieur polonais coopère avec les institutions de l'Union Européenne, bénéficiant aussi de divers programmes d'assistance. Il est extrêmement important que, dans tout le monde, et surtout dans les pays anglophiles, ont eu lieu des transformations importantes en ce qui concerne la manière d'envisager l'enseignement supérieur en particulier (et le secteur public en général). Il semble qu'on ne peut plus négliger les tendances d'un monde qui se mondialise rapidement, surtout dans ces régions-là auxquelles appartient l'Europe Centrale et de l'Est, qui subissent de vastes

transformations sociales et économiques. Si c'était acceptable il y a dix années, aujourd'hui, après la fin de la Guerre Froide, il est impossible de déconsidérer le contexte global quand on pense à l'enseignement supérieur. Le monde n'est plus celui d'autrefois, parce que les processus de la mondialisation ont produit évidemment des transformations d'une nature et à une échelle sans précédent. Le monde qu'on a envisagé dans la philosophie, la sociologie, la science politique et l'économie politique (c'est-à-dire, un monde qui se repose sur la discipline: le monde moderne fondé sur la raison et la rationalité, sur la communication sociale et sur les rêves d'un ordre sociale, le monde divisé dans des entités nationales et contenu dans la formule de "l'État nation", le monde d'un contrat social où il y a un rapport strict entre le système de l'État-providence, le capitalisme et la démocratie, enfin, le monde où il y a une priorité précise de la politique en ce qui concerne l'économie) se désintègre avec son entrée graduelle dans l'âge de la mondialisation.

Il faut donc souligner de nouveau l'importance de regarder le changement des milieux académiques et les problèmes de l'enseignement supérieur de l'Europe Centrale et de l'Est dans un contexte plus global, parce que c'est dans ce contexte que les systèmes d'enseignement supérieur de cette région fonctionneront tôt ou tard. Les problèmes avec lesquels se confrontent le monde universitaire de l'Europe Centrale ne sont pas exactement et distinctement des problèmes de l'Europe Centrale. Il est possible que ceux-ci soient renforcés par des questions locales, mais la structure fondamentale des transformations qui ont lieu est commune à la majorité du monde. Les changements de l'enseignement supérieur vont de pair avec les changements du secteur public en général; la transformation de l'enseignement supérieur dans un phénomène de masse, avec des coûts qui augmentent rapidement et, généralement, le niveau de plus en plus bas de l'enseignement, constituent des questions globales. Aujourd'hui, l'université d'inspiration allemande, avec une orientation vers l'État nation et avec une assistance sociale soutenue par l'État, est très probablement hors d'atteinte dans n'importe quelle part du monde.

Par conséquent, après presque une décade de réformes permanentes ou de tentatives de réforme, on n'a pas trouvé un modèle précis et consensuel pour la réforme de l'enseignement supérieur de l'Europe Centrale et de l'Est. Les modèles offerts sont divergents; le monde même est en train d'être reconstitué. Les traits exacts du monde global où on entre, restent encore inconnus; donc, la nature de l'enseignement supérieur de l'avenir est aussi inconnue. Il y a un nombre de visions persuasives de l'avenir, mais leur utilité dépend de la direction qu'on donnera globalement à la réforme de l'État. C'est cette réforme qui, en dernière analyse, exercera une influence sur la Région. Ses fonctions, son rôle et ses tâches ont fait l'objet d'une analyse sévère. Il est probable que l'État, dans ce nouveau contexte global, sera obligé à changer de priorités, et l'enseignement supérieur, soutenu par l'État, pourrait ne pas se retrouver parmi ces nouvelles priorités. La redéfinition des responsabilités de l'État dans un monde dérégularisé, globalisé, pourrait être un processus pénible, pas seulement pour l'enseignement supérieur, mais aussi pour la plus grande partie du secteur public, dans sa forme traditionnelle.

La question fondamentale est si, dans cette période de compétition économique dure, l'État sera ou non capable de financer les institutions d'enseignement supérieur en tenant compte de la continuation inévitable du processus de transformation de l'enseignement dans un phénomène de masse, aussi bien que des coûts de plus en plus grands des activités de recherche avancée. Dans les grandes lignes, la question est si on regarde encore l'enseignement supérieur comme un bien public ou si on l'envisage déjà comme produit privé, et dans quelle mesure l'enseignement supérieur peut faire concurrence avec succès aux autres services publiquement financés aujourd'hui. Bien qu'il soit théoriquement possible que les États augmentent dramatiquement leur soutien pour l'enseignement supérieur, vu la situation actuelle ci-dessus décrite, y inclus les pressions de la mondialisation, ce fait paraît en effet peu probable.

En ce qui concerne les réformes, il y a les options suivantes: premièrement, une attitude du type "laissons les choses comme elles sont", c'est-à-dire, le refus de comprendre qu'une nouvelle situation s'est créée (en ce qui concerne les institutions d'enseignement supérieur mêmes, les cadres universitaires, et l'administration); le résultat en sera qu'on n'essayera pas du tout de faire des réformes importantes (gouvernements). Deuxièmement, le commencement de la conceptualisation des réformes en des termes très généraux, auquel il suivra la réforme de la loi même de l'enseignement supérieur (et des garanties constitutionnelles en ce qui concerne l'enseignement gratuit, dans la majorité des pays de l'Europe Centrale et de l'Est). Ou, troisièmement, le commencement d'une réforme de l'enseignement supérieur, qui ne tient compte du fait que l'Europe Centrale et de l'Est entrera dans un nouveau monde, avec ses provocations globales, y inclus celle de la réforme comme un processus permanent. Le facteur décisif ne consistera pas dans la politique, dans les campagnes de presse ou dans l'accord entre l'État et les institutions d'enseignement supérieur mêmes, mais dans la pression publique, dans un nouveau sens: la pression des consommateurs, c'est-à-dire, des étudiants (et de leurs familles). Dans la variante la plus pessimiste, le moment décisif sera l'approche du collapsus des systèmes d'enseignement supérieur.

C'est étrange, mais l'opposition à la réforme de l'enseignement supérieur public vient de tous ses dépositaires. Dans le cas de La Pologne, du point de vue de l'État, les réformes nécessitent un effort intellectuel trop grand, les coûts sociaux (à brève échéance) de la réforme sont trop élevés, et d'autre part, un type de réforme qui signifierait autre chose qu'une augmentation du soutien de l'État, impliquerait une direction contre la confiance populaire dans l'enseignement supérieur gratuit (sans tenir compte de sa qualité). Dans certains pays de la question de l'enseignement supérieur gratuit garanti par la constitution est une question politique délicate. Pour les cadres universitaires, le status quo paraît acceptable, parce qu'on le connaît. Les réformes et leurs conséquences sont inconnues, c'est-à-dire, elles constituent de potentielles menaces. La direction générale en faveur d'une responsabilité et d'une quantité de travail plus grandes (acceptées comme une réalité future) est évidente. Généralement, les cadres universitaires ont une mentalité passive - un trait hérité de la période communiste, une incapacité de s'adapter au nouveau, aux changements révolutionnaires produits par les réformes structurales et, finalement, c'est le facteur de l'âge, car l'âge moyen des professeurs polonais est autour de 60 ans.

En ce qui concerne le public, pour un nombre de raisons, il ne perçoit pas ces réformes comme pressantes. Il est encore relativement facile et bon marché d'obtenir des degrés dans l'enseignement supérieur. Cependant, le public est conscient du fait que les réformes amèneront des standards plus hauts, des études plus compétitives et, très probablement, plus chères. Il est important aussi de remarquer que les étudiants ne sont pas actuellement très orientés vers le marché (il y a une faible corrélation entre le type d'études et le type du futur emploi); par conséquent, les certificats sont encore considérés comme un fétiche.

Un autre dépositaire de l'enseignement supérieur, l'industrie, ne manifeste que très rarement son besoin de recherche avancée, à cause de la situation économique difficile. Il n'y a pas donc de véritable pression, de la part de l'industrie, pour un personnel hautement qualifié.

Enfin, les institutions transnationaux qui sont traditionnellement considérées comme des souteneurs des réformes de la Région, n'exercent qu'une pression faible pour la réforme de l'enseignement supérieur public. On considère qu'il y a d'autres secteurs plus importants et où la réforme est plus nécessaire (le système de services médicaux, les systèmes de pension, la sécurité sociale etc.).

Il est probable que le public, la communauté industrielle/d'affaires et les institutions transnationaux changeront bientôt d'attitude. Mais il est improbable que l'État et des cadres universitaires (les institutions d'enseignement supérieur mêmes) changent d'attitude. La réforme sera le résultat d'un processus de longue durée, car les principaux dépositaires impliqués, l'État et les institutions d'enseignement supérieur (le personnel), sont peu disposés/incapables de faire des réformes. Mais, comme une conséquence des débats publics et des exigences de la communauté d'affaires en ce qui concerne la main d'oeuvre, et comme un résultat des recommandations internationales de diminuer les dépenses publiques en général, l'État et les institutions (les cadres universitaires) seront obligés à introduire des changements de grande envergure pour pouvoir éviter la perte de la crédibilité sociale.

CONCLUSION

À cause du climat idéologique global actuel et des fortes pressions publiques en faveur de la mondialisation, les institutions d'enseignement supérieur public n'ont pas trop de chances d'éviter les processus de la privatisation (à long terme). En raison de ce fait, elles devraient s'adapter au contexte actuel, plutôt que l'ignorer, en préférant une attitude du type "laissons les choses comme elles sont". Pour éviter d'être un simple objet des transformations futures, le monde académique devrait comprendre, dans la situation actuelle, la direction générale des changements qui affectent ses institutions, et devrait essayer d'influencer la transformation. Il devrait participer aux débats et même à la création du cadre législatif de fonctionnement de l'enseignement supérieur, et se mobiliser de concert avec le personnel des *think tanks* pour promouvoir les meilleures solutions disponibles. Il devrait constituer des coalitions avec des experts, des législateurs et des savants pour influencer l'État et l'opinion publique en faveur de leurs visions, pour utiliser les recommandations internationales si celles-ci sont raisonnables, et s'y opposer si elles ne le sont pas, et pour se souvenir toujours que l'ancienne époque d'or de l'académie ne reviendra jamais.

La recommandation la plus importante pour l'État et les organismes législatifs, est de commencer (ou plutôt d'accélérer) leur travail sur les nouvelles lois concernant l'enseignement supérieur, qui offrent des moyens pour la privatisation graduelle de l'enseignement supérieur, plutôt que d'essayer de bloquer le processus de sorte que la décomposition des institutions d'enseignement supérieur de l'Europe Centrale et de l'Est puisse être arrêtée.

Aujourd'hui, il est aussi très important de pouvoir maintenir un équilibre entre la tendance de regarder vers le passé et celle de regarder vers l'avenir, entre la tentation de considérer le passé (l'idée moderne d'Université) et celle de considérer le futur comme des points de référence dans la discussion sur la condition de l'enseignement supérieur de la Région. Il est important de ne pas être rétroactif et orienté vers le passé. Le monde parcourt une période de son histoire où, pour des raisons divers, l'université traditionnelle, inspirée de la philosophie, moderne, orientée vers l'État-nation, militant pour un système de l'État-providence, n'est plus acceptable du point de vue culturel, social et économique. Ce sont des faits qu'on ne peut changer.

L'avenir de l'enseignement supérieur prend forme sous nos yeux, et c'est le devoir de la communauté, pas seulement d'analyser ces transformations, mais aussi de les influencer autant que faire se peut.

RÉFÉRENCES

Altbach, Philip G. "Higher Education and the WTO: Globalization Run Amok", *International Higher Education* 23 (printemps 2001).

Banque Mondiale. *Higher Education: The Lessons of Experience*. Washington D. C.: The World Bank, 1994.

Banque Mondiale. *The State in a Changing World: World Development Report*. Washington D. C.: The World Bank, 1997.

Beck, Ulrich. *What Is Globalization?* Patrick Camiller, trans. Cambridge: Polity Press, 2000.

Currie, Jan et Newson, Janice, eds. *Universities and Globalization: Critical Perspectives*. Thousands Oaks, Californie: Sage, 1998.

Friedman, Thomas L. *Understanding Globalization: The Lexus and the Olive Tree*. Londres: Harper-Collins, 1999.

Hovey, Harold A. *State Spending for Higher Education in the Next Decade: The Battle to Sustain Current Support*. Washington D. C.: The National Center for Public Policy and Higher Education, 1999.

Kwiek, Marek. "The Nation-State, Globalization, and the Modern Institution of the University", *Theoria: A Journal of Social and Political Studies* 96 (décembre 2000).

Kwiek, Marek. "Globalization and Higher Education", *Higher Education in Europe* 26 1 (2001): 27-38.

Kwiek, Marek et Finikov, Taras. *Higher Education in Central and Eastern Europe: Poland and Ukraine*. Kiev: Taxon Publishing House, 2001.

Newman, Frank, "Intellectual Skills in the Information Age", *The Futures Project: Policy for Higher Education in a Changing World*, A. Alfred Taubman Center for Public Policy and American Institutions, Providence, Rhode Island, Brown University, 1999, <<http://www.futuresproject.org>>.

OCDE. *Universities Under Scrutiny*. Paris: Organisation de Coopération et de Développement Économiques, 1987.

OCDE. *Education and the Economy in a Changing Society*. Paris: Organisation de Coopération et de Développement Économiques, 1989.

OCDE. *Financing Higher Education: Current Patterns*. Paris: Organisation de Coopération et de Développement Économiques, 1990.

OCDE. *Redefining Tertiary Education*. Paris: Organisation de Coopération et de Développement Économiques, 1998.

Sadlak, Jan. "Globalization and Concurrent Challenges for Higher Education", in Peter Scott, ed. *The Globalization of Higher Education*. Londres: Open University Press, 1998.

Scott, Peter. "Globalization and the University", *CRE—Action* 115 (1999).

Slaughter, Sheila et Leslie, Larry L. *Academic Capitalism: Politics, Policies, and the Entrepreneurial University*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1997.

Strange, Susan. *The Retreat of the State: The Diffusion of Power in the World Economy*. Cambridge: University Press, 1996.

The Futures Project: Policy for Higher Education in a Changing World, "Policies for Higher Education in the Competitive World", A. Alfred Taubman Center for Public Policy and American Institutions, Providence, Rhode Island, Brown University, 2000 <<http://www.futuresproject.org>>.

Tomusk, Voldemar. "Market as Metaphor in Central and East European Higher Education", *International Studies in Sociology of Education* 8 2 (1998).

Tomusk, Voldemar. *The Blinding Darkness of the Enlightenment: Towards the Understanding of Post State-Socialist Higher Education in Eastern Europe*. Turku: University of Turku Press, 2000.

Urry, John. "Locating Higher Education in the Global Landscape", *Higher Education Quarterly* (décembre 1998).